



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 14ème législature

### sécurité des biens et des personnes

Question écrite n° 93118

#### Texte de la question

M. Lucien Degauchy appelle l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur la sécurité dans les communes rurales. Ainsi dans l'Oise les cambriolages restent nombreux, même si une légère baisse a pu être constatée en 2015. Entre le 1er janvier 2015 et le 31 octobre 2015, 1 819 faits de cambriolages ont été recensés, et face à l'inquiétude des habitants, certaines communes ont décidé de s'équiper de la vidéo-protection. Le Gouvernement a confirmé sa priorité d'assurer la sécurité des Français sur l'ensemble du territoire ; aussi il souhaite savoir quels moyens il entend mettre en œuvre pour y parvenir ; il lui demande également s'il envisage de renforcer les moyens des services de gendarmerie.

#### Texte de la réponse

La sécurité de tous les citoyens, y compris dans les territoires ruraux, est une préoccupation constante du gouvernement, notamment en ce qui concerne la lutte contre les cambriolages, élevée au rang de priorité. Cela s'est traduit par la mise en œuvre d'un plan national de lutte spécifique, incluant également les vols à main armée, adopté en septembre 2013. Ainsi, dans le département de l'Oise, le nombre de cambriolages a fléchi, pour la 3ème année consécutive, de 5,5 % durant l'année 2015, tant pour les résidences principales (-8,8%) que secondaires (-7,6%). Concomitamment, la hausse précédemment observée des vols dans les exploitations agricoles depuis 2009, s'est inversée depuis la mise en œuvre du plan de lutte dédié du 13 février 2014. Ainsi, le département de l'Oise a connu une baisse de 37,1 % en 2015 pour cet agrégat. En dépit du contexte lié aux attentats de janvier et de novembre 2015, l'intensification des mesures de ces plans, conjuguée à une orientation encore plus ciblée de l'action des services, a permis aux forces de sécurité intérieure d'obtenir des résultats probants. En complément du volet répressif, la lutte contre les cambriolages passe également par une politique globale de prévention de la délinquance s'appuyant sur une forte visibilité des forces de l'ordre. A cet effet, le gouvernement a consenti un effort substantiel d'augmentation des effectifs de la gendarmerie (+ 2573 ETP sur la période 2013-2016). Durant cette période, le département de l'Oise aura connu une augmentation de +47 gendarmes, à laquelle il faut ajouter le concours apporté par les unités de gendarmerie mobile et les réservistes. S'agissant des actions de prévention, une promotion accrue des différents dispositifs (opération tranquillité vacances, participation citoyenne, alertes-commerces ou vigie-agriculteurs) permet de mieux informer les populations ciblées (habitants de quartiers, villes, professions exposées, institutionnels). Enfin, le lien de confiance renouvelé entre les forces de l'ordre et la société civile dans toute sa diversité (élus, associations, chefs d'entreprise, enseignants, professions vulnérables...) permet d'apporter des conseils techniques délivrés par les référents sûreté de la gendarmerie dans les domaines de la prévention technique de la malveillance ou de la vidéo-protection.

#### Données clés

**Auteur :** [M. Lucien Degauchy](#)

**Circonscription :** Oise (5<sup>e</sup> circonscription) - Les Républicains

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question** : 93118

**Rubrique** : Sécurité publique

**Ministère interrogé** : Intérieur

**Ministère attributaire** : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [9 février 2016](#), page 1124

Réponse publiée au JO le : [18 octobre 2016](#), page 8682